

Annexe 6 – Cour des comptes

Madame, Monsieur,

Je vous remercie pour votre contribution à l'enquête publique relative au projet d'aménagement de la Combe de Balme, dans laquelle vous avez souhaité joindre le rapport de la Cour des comptes sur la thématique « les stations de montagne face au changement climatique ». Ce rapport très riche met en avant plusieurs points que nous avons pu traiter dans la présentation de notre projet. Je reviendrai ici sur deux sujets essentiels à mes yeux qui font écho à la situation de La Clusaz : la diversification / transition de l'activité économique et les relations financières avec les opérateurs exploitants des domaines skiables.

Tout d'abord je tiens à rappeler que le tourisme est la principale activité économique de La Clusaz et génère 2 000 emplois. Il est donc indispensable de renforcer ce secteur d'activité tout en anticipant et en mettant en œuvre son adaptation. Ce projet s'inscrit pleinement dans cette démarche globale. Il permettra la poursuite de l'activité ski, celle-ci dégageant les ressources nécessaires pour adapter et diversifier l'économie de la station.

Concernant la diversification et la transition de notre modèle. Cette démarche est d'ores et déjà engagée à La Clusaz, avec un plan d'avenir qui propose plusieurs champs d'interventions. En matière touristique, nous avons adopté un masterplan de diversification qui donne la trajectoire de transformation de notre activité économique principale pour les vingt prochaines années. Grâce à cette vision de moyen terme, nous savons où nous allons investir, à la fois pour conforter le ski, comme nous le faisons dans la Combe de Balme, où l'activité hivernale a encore de nombreuses années devant elle, mais aussi pour proposer de nouvelles activités de loisirs, décorrélées du ski, plus adaptées à une logique pluri saisonnière.

Concernant les relations financières avec les opérateurs exploitants des domaines skiables, la cour indique que de nombreux contrats de délégation de service public sont considérés comme étant déséquilibrés au détriment des collectivités. Le Rapport d'Observations Définitives de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) d'Auvergne Rhône-Alpes concernant la commune de La Clusaz a également mis en avant cette analyse. Elle a notamment souligné l'importance que la commune puisse, en tant qu'actionnaire principal de la SATELC, intégrer la mobilisation des moyens dont dispose la société pour mettre en œuvre la transition économique et écologique prévue dans le plan de mandat de l'équipe municipale. Les élus de la collectivité ont engagé, à la suite de ce rapport, des négociations avec la SATELC, délégataire du service public de remontées mécaniques. Ces négociations ont abouti à la signature d'un avenant n°5 au contrat de DSP, qui a inscrit le financement, par l'opérateur, de plusieurs investissements en faveur du confortement de l'activité ski et de la diversification de l'activité. Ce sont au total près de 80 millions d'euros qui seront

investis d'ici 2042 (date d'échéance du contrat de DSP) en faveur de ces deux axes d'action. Ces 80 millions d'euros seront financés en direct par la SATELC (pour 63M€) ou via la redevance d'affermage versée par cette dernière à la collectivité (pour 17M€).

Ces éléments sont de nature à apporter des réponses circonstanciées au rapport de la cour des comptes, en plus de l'ensemble des points présentés dans le dossier mis à la disposition du public dans le cadre de l'enquête afin de positionner le projet de réaménagement du secteur de Balme dans la stratégie globale de La Clusaz.

En espérant avoir répondu à vos interrogations et vos craintes je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées

Le Maire

Didier THEVENET

